L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 19 OCTOBRE 1894. 68me Année.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 19 OCTOBRE 1894

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Dans l'attente du messie.

Il est décidément sur la route de la Nouvelle-Orléans, demain nous aurons le bonheur de le contempler et de l'entendre, celui qui doit sauver l'industrie sucrière, après avoir si bien travaillé à la perdre. Il vient accomplir sa mission de sauveur du républicanisme dans l'embarras.

A s'en rapporter à certains journaux du Nord, il va confondre les démocrates et les mettre en déroute. Enlever la Louisiane ne sera pour lui que l'affaire d'un jour, d'une heure ; un seul discours lui suffira pour en faire la conquête. De là, il passera dans l'Alabama, dans le Tennessee, dans les Virginies qu'il subjuguera avec autant de facilité que de rapidité ; puis il rentrera, en triomphateur dans l'Ohio, traînant après lui, derrière son char, ces quatre ou cinq Etats prisonniers et républicanisés.

Ces journaux ont tant de confiance dans l'éloquence irrésistible de celui qu'ils appellent pompeusement le Napoléon de l'Ohio, et que nous saluerons volontiers du titre de commis-voyageur du républicanisme, chargé de faire parler le placement de l'article protection, qu'ils en sont à croire à la conversion en huit jours du Sud démocrate solide en Sud solide républicain.

Laissons les dire. M. McKinley a beau être un orateur éloquent, un habile polémiste, il lui est impossible de répondre aux questions suivantes :

"Si vous êtes si grand protectionnists, pourquoi avez-vous placé le sucre sur la liste des entrées en franchise ? Si vous voulez protéger les manufactures, pourquoi avez-vous enlevé au sucre qui est, lui aussi, un article manufacturé, la protection que vous accordez aux autres produits du pays ? Si vous êtes un véritable ami de l'industrie sucrière, pourquoi l'avez-vous mise hors la loi ? pourquoi lui avez-vous fait des conditions telles, qu'elle est devenue, grâce à vous, un objet d'aversion pour presque toutes les populations et la bête noire de toutes les autres industries ?"

Il y a un fait indéniable, c'est que l'industrie sucrière était protégée depuis plus de cent ans et que personne ne s'en était jamais plaint. C'est seulement depuis l'établissement de la perfide prime que le pays fut fait la guerre. Nous ne doutons ni de la puissance de parole, ni des ressources d'esprit de M. McKinley ; mais nous gageons volontiers qu'il ne répondra catégoriquement à aucune de ces questions. Bien plus, il ne nous dira rien de nouveau, rien que nous ne sachions déjà, rien que l'on ne nous ait ressassé depuis deux ou trois ans, depuis l'établissement maudit du régime qui est son œuvre. Car ce n'est que depuis ce jour-là que l'existence de notre malheureuse industrie sucrière a été mise en question.

M. McKinley nous fera de grandes, de belles promesses, mais mensongères, attendu qu'il sait aussi bien que qui que ce soit, qu'il lui est impossible de les tenir. Ce que M. McKinley a voulu faire, ce qui lui a parfaitement réussi, c'est de mettre le parti démocrate dans une position à peu près impossible, et les républicains ont pu alors s'écrier avec lui : Cette fois-ci, nous le tenons ! Le piège était bien tendu, le tour bien joué, nous en convenons.

Quant à l'industrie sucrière, lui et son pareille s'en moquaient parfaitement. Elle était destinée à faire les frais de la triste comédie qui se jouait à ses dépens.

Voilà, en réalité, ce qu'a fait M. McKinley, pas autre chose.

Si l'industrie sucrière est aujourd'hui en danger, c'est à lui qu'elle le doit. S'il y a encore, pour elle, un reste de protection, c'est au parti démocrate qu'elle en est redevable. Il n'y a rien à répondre à ces faits. Les ronflantes promesses de M. McKinley n'effaceront pas les précédents qui l'accusent.

Les récoltes de l'Europe et leurs conséquences dans l'Ouest.

Les rapports qui arrivent de toutes parts sur l'état des récoltes en Europe, nous fournissent des renseignements extrêmement intéressants qui peuvent exercer une certaine influence sur les Etats agricoles de l'Ouest des Etats-Unis.

Parmi les grands Etats, il n'y a guère que la Russie et l'Autriche-Hongrie chez lesquelles la production ait dépassé les besoins de la consommation qui puissent, par conséquent, se livrer à l'exportation des grains.

Voici les chiffres totaux—Production, 1,435,410,000 boisseaux de blé ; consommation régulière, 1,353,500,000 boisseaux — chiffres qui indiquent un déficit de 116,000,000 dont une bonne partie doit provenir des Etats de l'Ouest, vu que l'excédant n'est que 71,000,000 en Russie et 27,000,000 en Autriche-Hongrie, et ces deux contrées ont à approvisionner les pays voisins.

Le fait le plus important à relever, c'est la situation toute spéciale qui va être faite à la Russie, par suite de l'achèvement du chemin de fer qui traverse toute la Sibérie. Cette ligne ferrée est établie au milieu de terres fertiles et très productives qui vont être mises en culture. Ces terres donneront, chaque année, d'énormes quantités de grains dont la Russie inondera le Vieux Monde ; c'est une rude concurrence qui se prépare pour les Etats de l'Ouest.

Il le savaient d'avance, du reste ; les économistes les en avaient avertis. C'est même dans cette intention que beaucoup de fermier s'apprêtaient à changer de culture, ou tout au moins à diminuer la leur et à consacrer une partie de leurs terres à la production de la betterave. Il y étaient invités tout naturellement par la prime, sur la durée de laquelle ils comptaient malheureusement trop. Le Congrès en a décidé autrement. Si l'on n'avait pas aboli les droits d'entrée sur le sucre, rien de pareil ne serait arrivé.

De là, la nécessité d'en revenir à l'ancien régime des droits d'entrée qui redonneront une nouvelle impulsion à l'industrie sucrière et assureront des revenus convenables aux producteurs de betteraves, aux fermiers de l'Ouest.

UN DÉFI

des Démocrates à l'adresse des Républicains.

Rien n'est plus loyal que la proposition qui est faite aux Républicains par les Démocrates, de permettre à M. McKinley de se rencontrer avec un adversaire samedi soir, sur le terrain de la discussion.

Cette proposition, lisez-la :

Nouvelle-Orléans, 18 octobre 1894.

WILLIAM S. PARKERSON,
Président du Comité Exécutif Républicain.

Monsieur,

Nous apprenons par les journaux que l'honorable William McKinley haranguera le peuple de la Nouvelle-Orléans le 20 du courant. Nous vous proposons une discussion au cours de laquelle M. McKinley parlera une première heure, un orateur de notre choix lui répondra une heure durant, et M. McKinley reprendra la parole pendant encore une heure. Cette division du temps en telle autre que vous choisissiez sera agréée par nous.

Si vous consentez à un pareil débat, nous acquitterons une partie des frais de l'assemblée, soit un tiers de ces frais si c'est la proportion de la durée du temps qui nous sera accordée dans la discussion.

Une prompte réponse nous obligera.

Très respectueusement,

E. A. BRANDAO,
Président du Comité Exécutif Démocratique.
CHAS. J. FOX JR., Secrétaire.

Les Démocrates savent que leur cause est la bonne, aussi ont-ils des audaces qui confondent leurs adversaires. Et si M. McKinley est l'homme d'Etat que l'on prétend, si sa réputation n'est pas surfaite, il se dira *latet anguis in herba*.

La Saleté de nos Rues.

On se plaint beaucoup, en ce moment, de la saleté de nos rues ; elles sont, en effet, dans un état lamentable, honteux au possible le long des ruisseaux, effroyablement poussiéreuses, sur les chaussées. Les jours du Sud démocrate solide en Sud solide républicain.

Quelque soit le temps, il suffit que la pluie tombe un peu longtemps, pour que la chaussée ne ressemble à un bourbier, et que les rues ne soient impraticables.

Et pourtant, on ne se plaint pas de ce qui devrait, cependant, être le plus grand sujet de plaintes, de ce qui devrait, cependant, être le plus grand sujet de plaintes, de ce qui devrait, cependant, être le plus grand sujet de plaintes,